

## Paris Aide aux Victimes

vous **ACCUEILLE**, vous **ÉCOUTE**, vous **INFORME** **SUR VOS DROITS**, vous explique le fonctionnement judiciaire, vous aide dans les démarches à effectuer, vous **ORIENTE** vers les professionnels spécialisés (avocat, médecin conseil...) et vous propose un **SOUTIEN EFFECTUE PAR DES PSYCHOLOGUES**.

### IL VOUS SUFFIT DE NOUS CONTACTER :

#### PAR TÉLÉPHONE

- 01 45 88 18 00 (Antenne SUD)
- 01 53 06 83 50 (Antenne NORD)

#### OU PAR COURRIER À PARIS AIDE AUX VICTIMES

##### ANTENNE SUD

12, rue Charles Fourier  
75013 PARIS  
contact13@pav75.fr

##### ANTENNE NORD

22, rue Jacques Kellner  
75017 PARIS  
contact17@pav75.fr



ACCUEILLE  
SOUTIEN  
INFORME  
ORIENTE

LES VICTIMES D'AGRESSION  
OU D'ATTEINTE AUX BIENS



### VOUS AVEZ ÉTÉ VICTIME :

- d'une agression (blessure, agression sexuelle...)
- d'un vol ou d'une autre atteinte aux biens
- d'un acte de terrorisme...

### VOUS VOULEZ CONNAÎTRE :

- le déroulement de la procédure
- les démarches à entreprendre
- les possibilités de réparation :
  - dommages et intérêts
  - indemnisation par les assurances
  - indemnisation par la Commission d'Indemnisation des Victimes d'Infractions (C.I.V.I.)



### LES LIEUX D'ACCUEIL DE PARIS AIDE AUX VICTIMES

#### SUR RENDEZ-VOUS

##### ANTENNE SUD

- 12-14 rue Charles Fourier  
75013 PARIS
- Métro Tolbiac ou Place d'Italie
- Bus N°47 arrêt Tolbiac
- ou N°57, 62, 67, arrêt Bobillot-Tolbiac

du LUNDI au VENDREDI de 9h00 à 17h00

##### ANTENNE NORD

- 22, rue Jacques Kellner  
75017 PARIS
- Métro Porte de St Ouen
- Bus N81 arrêt Navier
- PC3 arrêt Porte de St Ouen

DU LUNDI au VENDREDI de 9h30 à 17h30

LES SERVICES DE PARIS AIDE  
AUX VICTIMES SONT GRATUITS  
ET CONFIDENTIELS

### AUTRES PERMANENCES D'INFORMATION JURIDIQUES

#### SUR RENDEZ-VOUS

##### MAISON DE JUSTICE ET DE DROIT

- PARIS 14<sup>e</sup> : 01 45 45 22 23  
le LUNDI de 9h30 à 12h30
- PARIS 10<sup>e</sup> : 01 53 38 62 80  
le MARDI de 9h30 à 12h30

##### POINTS D'ACCÈS AU DROIT

- PARIS 20<sup>e</sup> : 01 53 27 37 40
- PARIS 15<sup>e</sup> : 01 45 30 68 80  
les 2<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> MERCREDIS de 14h à 17h

#### SANS RENDEZ-VOUS

##### BUREAU D'ACCUEIL DES VICTIMES DU PALAIS DE JUSTICE DE PARIS (1<sup>er</sup>)

du LUNDI au VENDREDI de 11h à 13h

Association loi 1901 - JO du 23/12/1987 - Adhérente à l'Institut  
National d'Aides aux Victimes Et de Médiation - INAVEM

**Obtenir des renseignements sur la décision**

Pour connaître le jugement, vous pouvez téléphoner au standard du Palais, en demandant le greffe de la chambre qui a jugé l'affaire. Pour plus d'informations, vous pouvez vous adresser :

- au bureau des victimes,
- dans les permanences juridiques des avocats et des associations de victimes (voir p. 6).

**Faire exécuter la décision**

Si vous rencontrez des difficultés à faire appliquer le jugement, le condamné ne respectant pas les obligations qui lui sont imposées à votre égard, vous pouvez :

- contacter un huissier de justice, un avocat ou une association d'aide aux victimes.
- saisir le juge délégué aux victimes, en écrivant à l'adresse suivante :  
Greffe du juge délégué aux victimes, 4, bd du Palais, 75001 Paris.  
Pièces à joindre : photocopies de votre pièce d'identité et de la décision de justice.

**L'indemnisation par la CIVI**

Vous pouvez saisir la commission d'indemnisation des victimes d'infraction (CIVI) pour obtenir réparation si :

- vous avez subi un préjudice corporel ou psychologique grave : incapacité de travail supérieure à un mois, invalidité permanente, agression sexuelle, décès d'un proche.
- vos ressources sont modestes. La CIVI peut aussi vous indemniser pour un préjudice moindre, mais qui vous a fragilisé matériellement ou psychologiquement.

Pour saisir la CIVI, vous pouvez vous faire aider par une association d'aide aux victimes ou vous faire assister par un avocat.

CIVI : 4, bd du Palais, Cour du Mai, 75001 Paris - Tél. : 01 44 32 51 51

**L'indemnisation par le SARVI**

Si vous ne remplissez pas les conditions d'indemnisation par la CIVI, vous pouvez saisir le service d'assistance au recouvrement des dommages et intérêts pour les victimes d'infractions pénales (SARVI), dans les deux mois suivant la décision définitive de condamnation. Il vous accordera le paiement de tout ou partie de vos dommages et intérêts, et dans ce dernier cas, il se chargera d'obtenir du condamné le paiement des sommes qui vous restent dues.

Fonds de garantie - SARVI 75569 Paris Cedex 12.

**Au Palais de Justice de Paris**

4, boulevard du Palais, 75001 Paris  
métro ou RER Cité, Saint-Michel ou Châtelet

**Bureau des victimes**

Escalier Y rez-de-chaussée (du lundi au vendredi de 9h30 à 17h45)  
Permanence de Paris Aide aux Victimes (entre 11h et 13h)  
Tél. : 01 44 32 94 18

**Avocats au service des victimes**

Consultations gratuites sur place du lundi au vendredi 9h30-12h30 (face à l'escalier A)  
Permanence téléphonique entre 9h30 et 18h au 01 44 32 49 01

**Les autres points d'accueil à Paris**

• **Antenne des Mineurs du Barreau de Paris (pour les mineurs victimes)**

25, rue du Jour, 75001 Paris - métro Les Halles ou RER Châtelet  
Tél. : 01 42 36 34 87 - antennedemineurs@avocatparis.org

**Maisons de Justice et du droit, sur RDV**

• **MJD Paris Sud**  
6, rue Bardinet 75014 Paris - métro Plaisance - Tél. : 01 45 45 22 23

• **MJD Paris Nord-Est**

15-17, rue du Bulisson Saint-Louis 75010 Paris

• **MJD Paris Nord-Ouest**

16-22, rue Jacques Kellner 75017 Paris

• **métro Porte de St-Ouen** - Tél. : 01 53 06 83 40

• **Antenne Paris Aide aux Victimes** : 01 53 05 83 50

contact17@pav75.fr

**Points d'accès au droit, sur RDV**

• **PAD du 13<sup>e</sup>** : 4, place de Vénétie 75013 Paris

• **métro Porte de Choisy**

Tél. : 01 55 78 20 56

• **PAD du 15<sup>e</sup>** : 22, rue de la Salda 75015 Paris

• **métro Porte de Versailles ou Convention ou Porte de Vaires**

Tél. : 01 45 30 68 60

• **PAD du 18<sup>e</sup>** : 25, rue Stephenson 75018 Paris

• **métro Château Rouge ou la Chapelle** - Tél. : 01 53 41 86 60

• **PAD du 20<sup>e</sup>** : 15, cité Champagne 75020 Paris

• **métro Marolles** - Tél. : 01 53 27 37 40

**Association Paris Aide aux Victimes**

12-14, rue Charles Fourier 75013 Paris - métro Place d'Italie ou Tolbiac

Tél. : 01 45 88 18 00 - contact13@pav75.fr



MINISTÈRE DE LA JUSTICE

# Aide aux victimes d'infractions pénales



Victime d'une infraction pénale  
(agression, vol, escroquerie, discrimination,  
accident de la circulation...), vous avez subi  
un préjudice physique, matériel ou moral.

**Vous voulez connaître :**

- vos droits
- les démarches à entreprendre
- les possibilités de réparation et d'indemnisation.

**Pour vous informer et vous accompagner**

dans vos démarches,  
→ des avocats et des associations spécialisées sont  
à votre disposition :

- au Palais de Justice de Paris
- dans les Maisons de Justice et du Droit, les Points  
d'accès au droit et les associations (voir p. 6)

→ Les consultations sont gratuites et confidentielles.

TRIBUNAL  
DE GRANDE  
INSTANCE  
DE PARIS  
4, bd du Palais - 75001 Paris  
Tél. : 01 44 32 51 51  
www.tgi-paris.justice.fr

**Porter plainte**

Victime d'une infraction, la première démarche est de porter plainte :

- soit au commissariat de police le plus proche
- soit auprès du procureur de la République, en écrivant à :  
M. le procureur de la République près la TGI de Paris,  
14, quai des Orfèvres, 75005 Paris Cedex 01  
(joindre toutes pièces justificatives)

**Vous constituer partie civile**

Cette démarche est nécessaire pour demander des dommages et intérêts à l'auteur de l'infraction. Vous pouvez vous constituer partie civile à tout moment de la procédure, du dépôt de plainte jusqu'au procès :

- au commissariat de police, en même temps que votre dépôt de plainte,
- auprès du procureur de la République, par courrier ou par fax au 01 44 32 94 49,
- auprès du juge d'instruction chargé de l'affaire,
- le jour du procès, à l'audience.

**Les pièces à fournir**

Pour obtenir réparation, il est nécessaire de produire les pièces suivantes :

- toutes pièces justifiant l'étendue du préjudice (certificats médicaux, factures, devis, attestation de perte de salaire...),
- les coordonnées de votre caisse d'assurance maladie en cas de préjudice physique,
- une pièce d'identité et un justificatif de domicile.

En cas de vol ou d'accident de la circulation, n'oubliez pas de déclarer votre sinistre à votre compagnie d'assurance, avec copie de votre plainte.

**Le suivi de votre plainte**

Pour connaître la suite donnée à la plainte, vous pouvez contacter :

- soit le bureau des victimes du Palais de Justice de Paris :  
Tél. : 01 44 32 94 18
- soit le bureau d'ordre du Parquet de Paris :  
Tél. : 01 44 32 64 64

**Le procureur de la République classe sans suite votre affaire**

Le procureur peut être amené à classer sans suite votre plainte. Vous pouvez néanmoins contester cette décision :

- soit en écrivant au procureur général près la cour d'appel de Paris (34, quai des Orfèvres, 75005 Paris Cedex 01)
- soit en adressant une plainte avec constitution de partie civile, sous certaines conditions, au doyen des juges d'instruction du tribunal de grande instance de Paris (4, boulevard du Palais, 75005 Paris Cedex 01)

**Le procureur de la République ordonne une mesure alternative aux poursuites**

Le procureur peut ordonner un rappel à la loi, une mesure de réparation, un classement sous condition ou une médiation pénale. À cette fin, il peut saisir le délégué du procureur. Vous en serez avisé.

**L'affaire est jugée devant le tribunal****En urgence : la comparution immédiate**

Vous serez prévenu par les services du procureur de la République. Il est conseillé de vous présenter le jour de l'audience au bureau des victimes, muni de justificatifs pour faire valoir vos droits (voir page 2), ou rencontrer une association d'aide aux victimes. Vous pourrez bénéficier de l'assistance gratuite d'un avocat qui pourra vous aider dans vos démarches ou vous représenter à l'audience.

**Dans les autres cas**

Vous serez averti à l'avance de la date d'audience. Rassemblez les pièces nécessaires pour faire valoir vos droits le jour du procès : contactez un avocat si vous le souhaitez et déposez une demande d'aide juridictionnelle si vos revenus sont modestes (voir p. 4). Une association d'aide aux victimes peut par ailleurs vous aider dans vos démarches.

**Le bureau des victimes**

Vous avez besoin de renseignements sur les démarches à effectuer : vous pouvez vous adresser au bureau des victimes du Palais de Justice de Paris, soit par téléphone, soit en vous rendant directement à l'accueil (voir p. 6).

**Vous n'assistez pas à l'audience**

Dès que vous êtes averti de la date d'audience, vous pouvez vous constituer partie civile par courrier et demander des dommages et intérêts chiffrés (avec justificatifs) en écrivant au président de la chambre correctionnelle en charge de votre affaire. Vous pouvez aussi vous faire représenter par un avocat.

**Vous assistez à l'audience**

Dès votre arrivée, signalez impérativement votre présence à l'huissier. Ainsi, vous serez appelé quand l'affaire sera jugée. Il vous est toujours possible de vous constituer partie civile à l'audience pour demander des dommages et intérêts, si vous ne l'avez pas déjà fait.

Si vous n'êtes pas en mesure de les chiffrer, adressez-vous à une association d'aide aux victimes ou à un avocat.

**Le recours à l'aide juridictionnelle**

L'aide juridictionnelle permet aux personnes disposant de ressources modestes de faire valoir leurs droits en justice. L'État prend alors à sa charge tout ou partie des honoraires d'avocats, frais d'huissier et d'expertise.

Retenez un dossier, à votre choix :

- Au bureau de l'aide juridictionnelle, 1, quai de Corse 75004, du lundi au vendredi entre 9h et 12h
- Dans les maisons de justice et du droit et points d'accès au droit (voir p. 6)
- ou téléchargez le dossier : [www.vos-droits.justice.gouv.fr](http://www.vos-droits.justice.gouv.fr)

**Association d'aide aux victimes**

Dès le début de votre affaire et durant toute la procédure, vous pouvez contacter une association d'aide aux victimes, dont Paris Aide aux Victimes, qui tient des permanences au bureau des victimes du Palais de Justice.

L'association entend vos difficultés, vous informe sur vos droits, vous oriente si nécessaire et vous propose un soutien psychologique (voir adresse p. 6)